



## **SESSION 2 – CONSTRUCTION DE POLITIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES URBAINES EN MEDITERRANEE : CADRES CONCEPTUELS, DEMARCHES, GOUVERNANCES**

**Nicolas BRICAS**, CIRAD, UMR Moïsa

**Christophe SOULARD**, INRA, UMR Innovation

Contact : [soulard@supagro.inra.fr](mailto:soulard@supagro.inra.fr)

### **Exposé de la thématique**

En Méditerranée comme ailleurs dans le monde, les collectivités locales urbaines commencent à construire des politiques agricoles et alimentaires. Ses politiques répondent à des préoccupations citoyennes qui se manifestent par la multiplication d'initiatives pour construire des systèmes alimentaires alternatifs, plus durables. Elles se saisissent des questions agricoles et alimentaires au travers d'outils d'intervention existants (protection du foncier, infrastructures commerciales, restauration scolaire, gestion des déchets ...) ou nouveaux. Par ces outils, elles entendent contribuer à relocaliser leurs systèmes alimentaires distanciés, à réduire les impacts environnementaux négatifs des systèmes alimentaires standards, à améliorer la nutrition et la santé de la population, à sécuriser l'accès à une alimentation de qualité des populations précaires, à inventer de nouvelles relations apaisées entre citoyens, à créer des emplois dans les secteurs agricole et agro-alimentaire, ... En somme, elles visent à tenter de reprendre un certain contrôle de leur alimentation.

Cependant, si des actions en direction de l'agriculture et de l'alimentation existent depuis longtemps, leur intégration à la politique urbaine est un phénomène récent, souvent au stade de l'émergence. Les raisons de cette évolution seront interrogées en analysant les motifs à l'origine de ces politiques et les trajectoires d'action publique dans lesquelles elles s'insèrent. Par exemple, on constate que, dans certains cas, se sont par des initiatives au titre du développement durable (comme l'Agenda 21 ou le PCET en France) que des politiques intégrées ont vu le jour. Dans d'autres situations, ce sont plutôt des initiatives d'habitants, d'agriculteurs ou de groupes associatifs divers, qui conduisent parfois les collectivités à les reconnaître en instituant des actions au départ informelles. Enfin, à

l'image de ce que nous connaissons en France avec la nouvelle loi d'avenir « pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt », l'acteur public peut impulser des politiques alimentaires à forte dimension territoriale.

Un premier objectif de la session sera de caractériser ce processus de « mise en politique » des questions agricoles et alimentaires dans plusieurs villes de Méditerranée.

Un second objectif sera de comprendre comment les collectivités agricoles se saisissent de la question agricole et alimentaire. L'approche est-elle urbano-centrée ou vise-t-elle à établir des coopérations nouvelles entre les villes et leurs périphéries, entre territoires urbains et ruraux ? Quelles conceptions du développement fondent ces politiques ? Quels cadres conceptuels permettent d'en décrire les composantes, les acteurs et les effets en termes de durabilité ?

Un troisième objectif sera mettre en débat le concept de gouvernance agricole et alimentaire urbaine. Quels modes de gouvernance caractérisent ces politiques ? Peut-on dégager des principes d'action, des modes opératoires et des dispositifs de régulation, propres à ces initiatives ?

La session vise à attirer et confronter une diversité d'expériences au Nord et au Sud de la Méditerranée. Des contacts sont établis avec des villes où des recherches en partenariat avec des collectivités urbaines sont en cours, telles Marseille, Montpellier, Pise, Milan, Lisbonne, Rabat, Casablanca, Barcelone, Rome, etc.

Dans la mesure du possible, la session privilégiera des communications co-construites par des chercheurs et des acteurs de collectivités urbaines.

## **Mots clefs**

Politiques agricoles et alimentaires urbaines ; gouvernance alimentaire